

Fondation de la régionale européenne

Présentation du programme commun pour l'Europe

Monsieur le Secrétaire Général et Président de l'Internationale Humaniste,
Représentants des PH européens,
Observateurs du PH des pays des différents continents,
Autorités de la Régionale Latino-américaine,
Mesdames et Messieurs,

L'événement d'aujourd'hui est plus que la constitution de la Régionale européenne, c'est aussi un moment important de synthèse vis-à-vis de l'objectif de renforcer le réseau dans lequel nous avons travaillé de manière intensive durant ces 5 derniers mois incroyables depuis le lancement de nos propositions pour l'avenir.

Comme a précisé le Secrétaire Général, nous avons décidé suite à la réunion de Milan du 13 février, d'être les interprètes politiques d'un thème difficile qui a peu d'effet propagandiste : l'affirmation des Droits de l'Homme dans toute l'Europe. Il était intéressant de voir comment, au même moment où les Partis Humanistes des différents pays commençaient à définir clairement leur "profil politique", en exposant leurs propositions et en soulignant leurs différences, le système a commencé à répondre. Ils ont essayé de nous arrêter par tous les moyens : des exigences disproportionnées de signatures ou d'argent, une bureaucratie paralysante et puis, lorsque nous avons franchi tous les obstacles, sont apparus le vide d'information, voire la diffamation sans droit de réponse, et finalement l'occupation totale des médias par les partis au pouvoir : TV, radio, publicité, affiches. Certains interpréteront tout cela comme étant les signes de la force et la puissance du système. En fait, nous voyons dans ce comportement les symptômes les plus externes de la faiblesse profonde de notre adversaire. Le système pourrait renforcer le système biparti ou générer une fragmentation politique, mais dans tous les cas, il créera la dépendance des forces politiques et ne permettra à personne d'exprimer quelque chose qui ne soit pas homogénéisé et ne rentre pas dans le cadre de sa toile économique et financière. Sa plus grande peur est qu'un choix se manifeste avec force en dehors de ses "schémas", rassemblant les mécontents qui aujourd'hui constituent plus de 70 % de la population. Les données sur l'abstention des électeurs sont là pour le prouver : élection après élection, le taux d'abstention augmente et peut atteindre jusqu'à 80 % dans certains cas. Ainsi est créée la situation où le parti le plus fort est celui des indifférents et du "vote blanc". En réalité, les majorités autoproclamées n'atteignent pas 50 % de la population. La présence permanente et constante d'un PH incontrôlable et insubordonné concrétise leur peur.

Seuls les gouvernements qui se disent "de gauche" ou "progressistes" ont réussi à faire ce que la droite néolibérale a toujours désiré : mettre en œuvre les décisions de la Banque mondiale, du FMI et de l'Organisation Mondiale du Commerce, avec les sacrifices les plus impopulaires depuis la dernière guerre.

Seuls les gouvernements qui ont dompté les syndicats et l'opposition ont pu concevoir et construire :

- L'Europe de Maastricht et l'euro. Une Europe monétaire dans un marché commun financé par la privatisation des systèmes de santé et d'éducation, la privatisation des services de base (électricité, gaz, eau, téléphonie, etc...), le vol et la privatisation des fonds de pensions et systèmes de sécurité sociale, la montée du chômage.
- L'Europe de Schengen. Une forteresse close où les conflits raciaux et ethniques ont atteint leur limite, où toutes les formes d'exploitation resurgissent, où de nouvelles formes

d'esclavages sont créées allant jusqu'à la honte des centres de détention et camps pour les étrangers.

- L'Europe de l'OTAN. Une base de départ pour la guerre et la mort. Non seulement aux Balkans mais aussi au Moyen Orient et en Méditerranée. Une police agressive cède toujours à l'industrie de guerre des Etats-Unis. Ce qu'on a appelé une "guerre humanitaire" était en réalité un terrain d'essai pour les nouvelles technologies de la mort. L'Europe de la Dioxine, qui représente la plus grande manifestation et l'exemple le plus évident de l'intérêt spéculatif qui s'est implanté sur ce continent. La soif des bénéfices n'a pas de limite et ne s'arrêtera pas avant de mettre en danger la santé et la vie de millions de personnes.

Ce sont des traîtres, des primitifs et des assassins.

Ces "experts" en économie sont politiquement irresponsable et n'ont pas su résoudre l'un des problèmes en Europe d'ordre social, économique et ethnique. Pendant plus de 3 mois ils ont bombardé les maisons des serbes et des kosovars et tué des gens. Pendant plus longtemps encore ils ont bombardé nos consciences afin de tuer notre espoir.

Cette Europe, la "Forteresse Militaire" et la "Banque Financière" entrera dans l'histoire comme l'Europe de l'Euro et des Bombes. Cette Europe ne sera jamais inscrite dans les mémoires comme la Nation Universelle Humaine construite par un peuple libre avec une vision ouverte du futur de l'être humain.

Nous ne voulons pas de cette Europe.

Nous ne voulons pas vivre dans cette Europe.

Ce que nous voulons, c'est vivre :

- Dans une Europe qui répond pleinement aux nécessités les plus fondamentales des êtres humains, telles que la santé, l'éducation, le logement, le travail, l'alimentation, la qualité de l'air et de l'eau, et qui prête attention également à leurs aspirations les plus profondes.
- Dans une nation qui est solidaire, non-violente, non-discriminatoire, antiraciste, accueillante et coopérative.
- Où le fait de naître serbe, croate, kosovar ou irlandais ne sera pas une erreur géographique mortelle, et d'être musulman, orthodoxe, juif ou athée ne sera pas une cause de discrimination ou de préjugé.
- Où les gens apprennent non seulement à coexister, mais aussi à développer la capacité de considérer la diversité comme indicateur de progrès.

Tous les Partis Humanistes en Allemagne, Autriche, Belgique, au Danemark, en Grande Bretagne, Espagne, Finlande, France, Grèce, aux Pays Bas, en Islande, Italie, au Luxembourg, Portugal, en République Tchèque, Suisse, Hongrie et Russie constitués à l'occasion de la Régionale européenne de l'Internationale Humaniste du 7 juillet 1999 à Madrid :

- Dénoncent les gouvernements des Nations européennes pour avoir trahi la Déclaration des Droits de l'Homme signée en décembre 1948 et qui, 50 plus tard, n'est toujours pas respectée.
- Proposent à toutes personnes conscientes, individuellement ou collectivement, à soutenir, respecter et contribuer à l'enrichissement des points suivants de la plate-forme européenne commune :

1. Changement des paramètres macro-économiques de Maastricht afin de déterminer la "qualité de vie des nations" par les indicateurs basés sur l'application des Droits de l'Homme.

a) Droit à la sécurité sociale et satisfaction des droits économiques (Art. 22) avec l'introduction d'un revenu social de base.

b) Droit au travail et le libre choix de son travail (Art. 23). Création de banques qui prêtent sans

intérêt pour développer les moyens de production. Taxes sur les bénéfices spéculatifs.

Développement de la propriété participative des travailleurs.

c) Droit aux loisirs (Art. 24) avec la réduction progressive des heures de travail, avec un travail pour tous avec égalité des droits, dignité et opportunités.

d) Droit à un niveau de vie adéquat (Art. 25) qui comprend une santé et une éducation gratuites et de bonne qualité pour toutes les personnes, quels que soient leur nationalité, religion, pays d'origine, âge ou sexe. La garantie d'une bonne alimentation et un environnement sain pour les adultes, les jeunes, les personnes âgées et les enfants d'aujourd'hui et de demain.

2. Refocalisation du thème de l'immigration-émigration sur la reconnaissance du "droit d'exister" et l'être humain" et non sur le "droit géographique" du lieu de naissance, et en conséquence procéder à la dérogation de la traité de Schengen.

a) Elargissement du champ d'application du droit d'asile des personnes persécutées (Art. 14), pour inclure les facteurs socio-économiques et non seulement pour des raisons politiques.

b) Fermeture des centres de détention.

c) Transfert des responsabilités concernant l'immigration du Ministère de l'Intérieur au nouveau Ministère des Droits de l'Homme et de la Coopération Internationale.

3. Proposition d'une démocratie réelle basée sur la participation et responsabilité politique et une abolition des lois qui excluent les minorités.

a) Une loi de responsabilité politique qui permet aux citoyens de contrôler les actions des élus et de les renvoyer dans le cas où ils ne tiennent pas leurs promesses.

b) Révision des lois électorales nationales qui établissent l'égalité des conditions et exigences garantissant la participation maximale au processus électoral (Art. 19), accès aux moyens d'information et représentation des groupes distincts suivant un système à la proportionnelle.

c) Aucune limite ni discrimination en ce qui concerne la légalisation des partis politiques, à condition qu'ils ne violent pas les Droits de l'Homme.

d) Une loi sur le soutien des associations et partis politiques, pour leur fournir des services et infrastructures (locaux, publications, déplacements, etc., mais pas d'argent), utilisant comme référence les activités menées à la base.

4. Définition des questions internationales à l'égard de la paix et la coopération et une dénonciation des gouvernements qui ont fomenté la guerre.

a) Retrait de l'OTAN de tous les pays européens et le démantèlement immédiat de toutes les bases nord-américaines sur le territoire européen.

b) Initiation d'une politique de désarmement progressif, proportionnel et simultané pour tous les pays européens.

c) Fermeture et reconversion de l'industrie militaire et une inversion immédiate de toutes les dépenses militaires aux activités de reconstruction des pays bombardés pendant la guerre des Balkans.

d) Investissement de 1 % du PNB destiné à l'aide internationale et à la coopération.

e) Annulation de la dette externe contractée par les banques européennes dans les pays de l'Amérique Latine, l'Afrique, l'Asie et l'Europe de l'Est.

Pour conclure

Les puissants et les gouvernements d'aujourd'hui devrait rester très vigilants car au milieu de la clameur et la tonnerre de leurs bombes, dans leur surdité, ils ne perçoivent pas le murmure du fleuve d'une nouvelle humanité qui naît, qui croît et qui avance.

Que ce jour du 7 juillet 1999 entre dans l'histoire et en chacun de nous comme la rencontre d'hommes et de femmes libres qui, unissant leur force singulière et leurs meilleures intentions dans un acte extraordinaire de solidarité et d'espoir, ouvrent les digues de ce fleuve incontenable.

Je termine en citant les mots que Silo a prononcés le 7 janvier à Santiago du Chili et qui nous renforcent dans notre conviction d'avancer : "La Régionale des Partis Humanistes qui a été mise en marche aujourd'hui a toute la force et la dynamique des vents d'intégration qui soufflent en leur faveur".

Giorgio Schultze, Président de la Régionale Humaniste Européenne